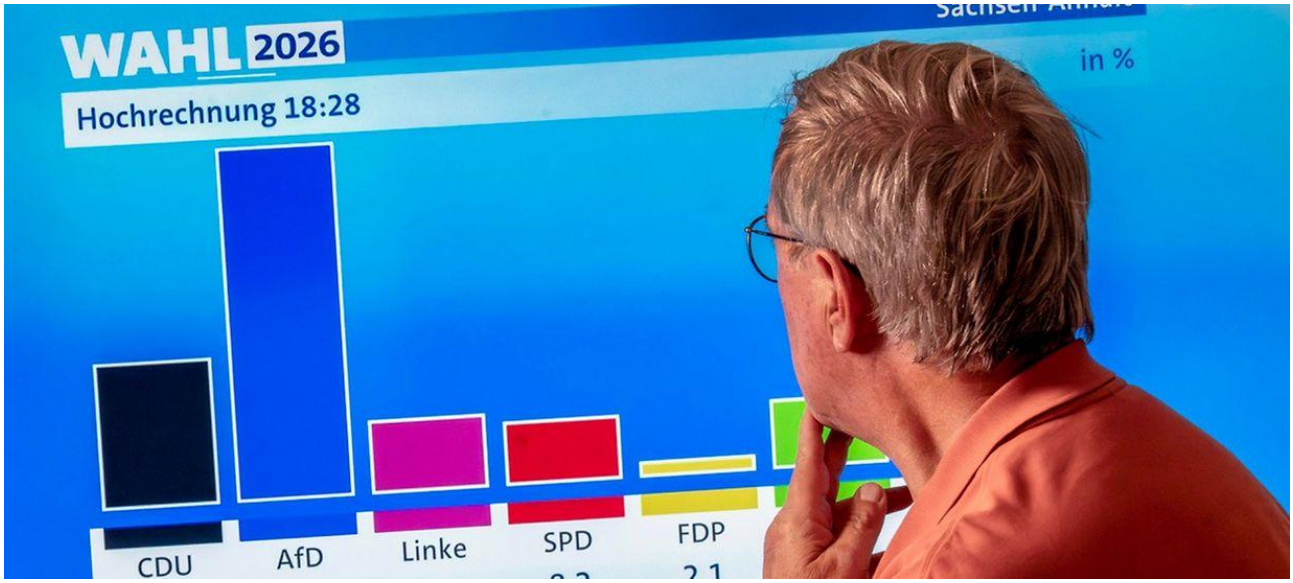
Victoire de l’AfD en Saxe-Anhalt : et maintenant ?



11.09.2026

La victoire de l’AfD en Saxe-Anhalt a fait l’effet d’un séisme. Jamais un parti d’extrême droite n’avait obtenu un tel score en République fédérale. La formation d’un gouvernement s’annonce toutefois complexe. Quels sont les scénarios possibles ? Les réactions à Berlin ?

C’est un land qui ne rassemble que 2,5 % de la population allemande. Mais le séisme a été ressenti bien au-delà de ses frontières. Dimanche 6 septembre, l’AfD, parti formellement identifié comme d’extrême droite par l’Office de protection de la Constitution de Saxe-Anhalt, a remporté une très large victoire aux élections régionales. 43,8 % des électeurs ont mis un bulletin de l’AfD dans l’urne, 23 points de plus qu’en 2021. Ce succès pourrait conduire l’AfD à gouverner la Saxe-Anhalt. Mais la formation d’un gouvernement s’annonce complexe.

Le paysage politique régional bouleversé en Saxe-Anhalt

Dans ce land de 2,1 millions d’habitants situé au nord-est de l’Allemagne, l’élection a bouleversé le paysage politique. Mais l’AfD n’a pas atteint la majorité absolue. Le parti d’extrême droite a obtenu 39 sièges sur 83 à l’assemblée régionale (*Landtag*). Avant l’élection, il avait fait de la majorité absolue la condition pour former un gouvernement.

Le reste de l’échiquier politique régional est éparpillé. L’Union chrétienne-démocrate (CDU), à la tête du gouvernement sortant, a divisé son score par deux (17,2 % contre 37,1 % en 2021). Le Parti social-démocrate (SPD) a légèrement progressé, et obtenu 9,3 % des voix. Les Verts ont grimpé de 5,9 % à 8,9 %. Die Linke, en légère baisse, a engrangé 8,6 % des suffrages. Le BSW (Bündnis Sahra Wagenknecht) est entré au Parlement régional avec 5,3 %, tandis que le parti libéral FDP en est sorti avec 2,6 %.

La composition du Landtag est la suivante : 39 sièges pour l’AfD, 15 pour la CDU, 8 chacun pour le SPD, les Verts et Die Linke, 5 pour BSW. Former un gouvernement sans l’AfD nécessiterait donc une alliance à cinq partis rassemblant la CDU, le SPD, les Verts, die Linke et le BSW, que la CDU a exclue.

Plusieurs scénarios possibles à Magdebourg

Cette semaine, le candidat de l'AfD, Ulrich Siegmund, a annoncé qu'il estimait avoir reçu des électeurs le mandat gouvernemental. Il a proposé des discussions aux autres partis. Tous les partis refusent catégoriquement toute forme de coopération avec l'AfD. Le BSW a toutefois fait exception, et accepté d'entamer des pourparlers. Le parti de l'ancienne leader de Die Linke, Sahra Wagenknecht, faiseur de roi de l'AfD ?

Le BSW allie une orientation sociale de gauche avec un conservatisme culturel et des revendications souverainistes. Il ne s'est pas déclaré explicitement favorable à une alliance. Mais il pourrait s'abstenir lors de l'élection du ministre-président du land, puis tolérer un gouvernement d'extrême droite minoritaire.

Cependant, un autre scénario est également possible : l'organisation de nouvelles élections. La Constitution du land en prévoit la possibilité dans des conditions précises.

Après le séisme du 6 octobre, la situation pourrait donc mettre du temps à se clarifier à Magdebourg. Le Landtag a jusqu'au 5 octobre pour se constituer. Mais la Constitution de Saxe-Anhalt ne fixe pas de limite de temps pour la mise en place d'un gouvernement.

Friedrich Merz : « nos institutions sont robustes »

À Berlin, le séisme a également été très fortement ressenti au sein de la classe politique. Le chancelier Friedrich Merz, commentant lundi les résultats en sa qualité de président de la CDU, a affirmé : « nous voulons en assurer tous ceux qui vivent dans notre pays : nos institutions sont robustes et stables ». La Loi fondamentale protège et garantit cet ordre. « Le gouvernement que je dirige entend veiller au respect de la Loi fondamentale ». Elle s'appliquera « même en cas d'élection d'un ministre-président en Saxe-Anhalt ».

Ce message, a-t-il ajouté, « s'adresse aussi à nos amis en Europe et à travers le monde. Nous savons que l'Allemagne porte une responsabilité particulière en raison de son histoire. »

Cette semaine, un intense débat s'est engagé au sein de la classe politique allemande. Quelles sont les meilleures réponses démocratiques à apporter au succès de l'AfD et à la colère des électeurs ? Plusieurs propositions ont été avancées : « Mur pare-feu », écoute attentive des peurs et de la colère des électeurs, meilleure communication, réunion d'un groupe d'experts pour examiner comment l'État peut réagir constitutionnellement face à un parti dont les objectifs sont hostiles à l'ordre constitutionnel, au moins dans certains länder.

Le lancement d'une procédure d'interdiction de l'AfD a également été proposé. « Nous pouvons toujours en réexaminer la possibilité », mais « je reste sceptique sur les chances de succès d'une telle procédure », a toutefois indiqué M. Merz. « Je pense également qu'interdire ce parti ne résoudrait pas le problème ».

La priorité du chancelier est la suivante : mener la « confrontation politique » avec l'AfD. Et s'efforcer de « faire revenir vers le centre les électrices et les électeurs » en leur proposant « une offre politique convaincante » qui « prenne leurs réserves au sérieux ».